

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

G/AG/W/47

14 novembre 2000

(00-4819)

Comité de l'agriculture

Original: anglais/
espagnol

**CONTRIBUTION DU MERCOSUR (ARGENTINE, BRÉSIL, PARAGUAY
ET URUGUAY) À LA RÉUNION ORDINAIRE DU COMITÉ DE
L'AGRICULTURE, TENUE LES 14 ET 15 NOVEMBRE 2000,
AU TITRE DU POINT G DE LA PREMIÈRE PARTIE
DE L'ORDRE DU JOUR**

Le document ci-après est une contribution du MERCOSUR (Argentine, Brésil, Paraguay et Uruguay) aux délibérations du Comité de l'agriculture sur la mise en œuvre de l'article 10:2.

Diffusion limitée
Pour usage officiel seulement
FTAA.ngag/w/88
16 mai 2000

Original: Espagnol
Traduction: Secrétariat de la ZLEA

ZLEA – GROUPE DE NÉGOCIATION SUR L'AGRICULTURE

MERCOSUR

CRÉDITS À L'EXPORTATION POUR LES PRODUITS AGRICOLES

ARTICLE PREMIER DÉFINITION ET CHAMP D'APPLICATION

1.1 Les crédits à l'exportation pour les produits agricoles s'entendent de toute mesure de financement public visant à faciliter la vente à l'exportation des produits agricoles relevant de l'Accord sur l'agriculture de la ZLEA.

1.2 Une liste exemplative, non exhaustive, des institutions et des programmes visés par le présent chapitre figure à l'Annexe I^{*}; elle sera révisée périodiquement.

1.3 Aux fins du présent chapitre, un financement public peut prendre la forme, entre autres, de crédits, de taux d'intérêts et d'une assurance ou d'une garantie du crédit à l'exportation.

ARTICLE 2 DISCIPLINES

2.1 Toutes les opérations de crédit à l'exportation effectuées pour les produits agricoles par des institutions ou des programmes au moyen d'un financement public seront conformes aux dispositions du présent chapitre, y compris les opérations des entreprises privées ou publiques qui jouissent, en vertu de dispositions législatives ou constitutionnelles d'un droit exclusif ou spécial de commercialiser des produits agricoles, dont l'exercice pourrait avoir une incidence sur leurs achats ou leurs ventes, ou sur les importations ou les exportations.

2.2 Modalités et conditions d'octroi des crédits

2.2.1 Généralités

2.2.1.1 Le présent chapitre définit des modalités et des conditions très favorables applicables dans le cadre de la ZLEA. Pour éviter que ces conditions ne deviennent un élément courant des politiques agricoles nationales, les pays membres prendront les mesures nécessaires pour empêcher leur généralisation.

^{*} Non jointe.

2.2.1.2 Les pays membres de la ZLEA appliqueront les conditions d'octroi de crédits aux produits agricoles qui bénéficient habituellement de conditions moins favorables que celles qui sont autorisées au titre du présent chapitre.

2.2.2 Délai de paiement

Opérations avant expédition

2.2.2.1 Pour le crédit à l'exportation avant expédition, le délai de paiement va de la date à laquelle les ressources sont mises à la disposition du bénéficiaire à la date d'échéance du capital.

2.2.2.2 Pour le crédit à l'exportation avant expédition, visé par le présent article, le délai de paiement ne dépassera pas 90 jours.

Opérations après expédition

2.2.2.3 Pour le crédit à l'exportation après expédition, le délai de remboursement va de la date d'expédition ou de livraison des marchandises, ou de la date de la facture, du contrat commercial ou du contrat d'approvisionnement à la date d'échéance du dernier versement au titre du capital.

2.2.2.4 Pour les produits visés par le présent article, le délai de remboursement ne dépassera pas 180 jours; il pourra être prorogé à la demande du pays débiteur, sauf dans les cas mentionnés ci-dessous. Le pays débiteur justifiera la prorogation, qui sera soumise à l'approbation des autres membres de la ZLEA.

- a) Bovins destinés à l'amélioration de la race: le délai de remboursement ne dépassera pas deux ans pour les contrats d'un montant inférieur ou égal à 150 000 dollars et trois ans pour les contrats d'un montant supérieur à 150 000 dollars.
- b) Autres animaux destinés à l'amélioration de la race: le délai de remboursement ne dépassera pas 12 mois.
- c) Matériel végétal pour la reproduction: pour le matériel végétal (graines, tubercules et matériel analogue) exporté à des fins de reproduction, le délai de paiement ne dépassera pas 12 mois.

2.2.3 Remboursement du capital

Opérations avant expédition

2.2.3.1 Le capital sera remboursé en une seule fois ou en plusieurs tranches échelonnées d'un montant égal, à compter de la date à laquelle les ressources sont mises à la disposition du bénéficiaire.

Opérations après expédition

2.2.3.2 Le capital sera remboursé en une seule fois ou en plusieurs tranches échelonnées d'un montant égal, à compter de la date des faits mentionnés au point 2.2.3.

2.2.4 Paiement des intérêts

2.2.4.1 Le mode de paiement des intérêts sera déterminé d'un commun accord par les parties, compte tenu des conditions énoncées aux points 2.2.2 et 2.2.4.

2.2.4.2 Aux fins du présent chapitre, les intérêts ne comprennent pas:

- a) les paiements, comme les primes ou autres surtaxes, effectués au titre de l'assurance ou de la garantie d'un crédit à l'exportation;
- b) tout autre paiement, comme les frais ou commissions bancaires, en rapport avec le crédit à l'exportation;
- c) les ristournes accordées par les pays importateurs.

2.2.5 Paiement comptant

2.2.5.1 Les pays membres exigeront que les importateurs de produits agricoles visés au point 2.2.4 a) qui ont bénéficié de ressources publiques payent comptant l'équivalent de 15 pour cent au moins du montant des exportations à la date d'expédition des marchandises ou avant cette date.

2.2.5.2 Le montant des exportations s'entend du montant total que l'importateur doit acquitter, sans les intérêts.

2.2.6 Partage des risques

2.2.6.1 Les garanties des crédits à l'exportation visées dans le présent chapitre, y compris les garanties financées au moyen de ressources publiques, nécessiteront une participation minimale du secteur privé. Les garanties accordées par l'organisme d'assurance officiel ne représenteront pas plus de 85 pour cent du montant de la transaction.

2.2.7 Taux d'intérêt minimal

[à définir]

2.2.8 Dispositions générales

Les pays membres de la ZLEA n'utiliseront aucune ressource publique pour financer le paiement du capital et des intérêts au titre des crédits à l'exportation accordés pour les produits agricoles.

2.3 Sanctions

2.3.1 Si un pays membre de la ZLEA ne respecte pas les disciplines établies dans le présent chapitre, tout autre membre de la ZLEA pourra annuler les préférences commerciales accordées pour le produit bénéficiant du crédit bonifié ou pourra appliquer d'autres mesures compensatoires convenues dans le cadre de la ZLEA.
